



CENTRE DE GESTION
de la FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

ARRÊTÉ N°CONC-20200317-004

modifiant l'arrêté portant ouverture d'un concours d'accès
au grade de technicien territorial
dans la spécialité « Réseaux, voirie et infrastructures »
au titre de l'année 2020

Le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°81-317 du 7 avril 1981 modifié fixant les conditions dans lesquelles certains pères ou mères de famille bénéficient d'une dispense de diplôme pour se présenter à divers concours,

VU le décret n°2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique,

VU le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutement et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la Fonction Publique Française,

VU le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

VU le décret n°2010-1361 du 9 novembre 2010 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des techniciens territoriaux,

VU le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

VU le Code du Sport, Titre II, Chapitre I, disposant en son article L. 221-3 que les sportifs de haut niveau peuvent faire acte de candidature aux concours publics, sans remplir les conditions de diplômes,

VU l'arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès au concours de la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté du 15 juillet 2011 fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour l'accès au grade de technicien, technicien principal de 2ème classe et technicien principal de 1ère classe du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

VU la convention générale entre centres de gestion relative à la mutualisation des coûts des concours et examens transférés du CNFPT vers les centres de gestion,



VU la charte régionale de coopération des centres de gestion de la Nouvelle-Aquitaine conclue le 11 juillet 2016,

CONSIDÉRANT le recensement des besoins prévisionnels pour l'année 2020 effectué auprès des collectivités affiliées et non affiliées de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU l'arrêté en date du 4 juillet 2019 portant ouverture d'un concours d'accès au grade de technicien territorial dans la spécialité « Réseaux, voirie et infrastructures » au titre de l'année 2020

VU l'arrêté du 9 mars 2020 publié au Journal Officiel du 10 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19,

CONSIDÉRANT que l'organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré le 30 janvier 2020 que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale,

CONSIDÉRANT que les rassemblements favorisent la transmission rapide du virus,

CONSIDÉRANT l'impossibilité matérielle d'organiser ces épreuves écrites du concours de technicien territorial dans le respect des directives gouvernementales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les épreuves d'admissibilité du concours de technicien territorial prévues le jeudi 16 avril 2020 à Morcenx-la-Nouvelle et à Mont de Marsan et ses environs sont annulées.

ARTICLE 2 : La date de report de ces épreuves d'admissibilité sera fixée ultérieurement et en fonction de la situation sanitaire de la France.

ARTICLE 3 : Toutes les dispositions relatives à la date des épreuves d'admission et des résultats sont abrogées.

ARTICLE 4 : Les autres dispositions de l'arrêté d'ouverture du 4 juillet 2019 demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté, qui sera affiché dans les locaux du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes et des centres de gestion partenaires sera transmise à Madame le Préfet du département des Landes.

Fait à Mont de Marsan, le 17 mars 2020

LE PRESIDENT,



Jean-Claude DEYRES

Ce courrier est signé par un certificat électronique délivré au nom de Jean-Claude DEYRES.